



Le 07 juillet 2020

Pilotage et organisation de l'État territorial au niveau départemental :

## **Le temps de (re)poser les bonnes questions**

Depuis le début du confinement, en présentiel dans les services, en télétravail, en travail à distance, ou en autorisation spéciale d'absence, dans des conditions souvent très difficiles, **chaque agent des Directions Départementales Interministérielles à son niveau a répondu « présent »**. Toutes et tous ont contribué à la continuité du service public, à la sécurité de nos concitoyens, et à la lutte contre la propagation du COVID 19.

La prochaine crise sera peut-être à nouveau financière, sanitaire, alimentaire, agricole, environnementale, peut être liée à des mouvements sociaux d'ampleur inégalée, à un accident industriel majeur. **Avec une certitude : elle concernera directement les champs de compétence exercés en DDI.**

Pour les organisations représentatives au Comité Technique des DDI, **l'heure n'est pas à la reprise des réformes telles qu'engagées avant la crise, l'heure est à la définition des enseignements qui doivent en être tirés**. De plus, **les nouvelles orientations du Gouvernement méritent d'être connues**, notamment sur les questions de décentralisation, susceptibles d'impacter les missions de l'Etat assurées par l'administration déconcentrée dont les DDI et, par voie de conséquence, son organisation.

Ainsi, **les organisations représentatives au CT des DDI demandent que les travaux du CT des DDI** prévu le 9 juillet prochain, s'il devait être maintenu dans le contexte du remaniement gouvernemental, **soient prioritairement consacrés au retour d'expérience de la gestion de la crise sanitaire du COVID19 dans les DDI et à la mise en place groupes de travail pour en tirer les enseignements**. Cet exercice doit s'inscrire comme un premier élément en vue d'un bilan contradictoire et approfondi de la crise sanitaire et ses impacts sur l'organisation et les conditions de travail. **La Réate, les différentes réformes réalisées depuis 2010 et l'organisation des services de l'Etat telle qu'envisagée par la réforme en cours, doivent aussi être évaluées à la lumière de cette crise**. Il faudra en particulier s'intéresser aux fonctions support, avant création des SGC.

Enfin, **les organisations représentatives au CT des DDI demandent la suspension du projet de rattachement du pilotage des DDI auprès du seul ministère de l'Intérieur**, ce qui serait contre-productif **pour le portage de l'ensemble des politiques de l'État au niveau départemental**, que ce soit hors ou en période de crise.

**Sur l'ensemble de ces sujets, les organisations syndicales représentatives au CT des DDI demandent audience au nouveau Premier ministre en tant que président de cette instance.**